

VD_FINDINFO AI 513/09 - 199/2011 vom 2. Mai 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-05-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_AI_513_09_-_199_2011

FR: VD_FINDINFO AI 513/09 - 199/2011 du 2 mai 2011

IT: VD_FINDINFO AI 513/09 - 199/2011 del 2 maggio 2011

Regeste

DEGRÉ DE L'INVALIDITÉ, DEMI-RENTE, INCAPACITÉ DE GAIN,
CIRCONSTANCES PERSONNELLES | 28 LAI, 4 LAI

Erwägungen

E. 11

septembre 2008. Par lettre du 25 septembre 2009, l'OAI s'est déterminé par rapport à une nouvelle jurisprudence du TF relative au seuil minimum de parallélisation fixé désormais à 5 %, mais qui ne trouvait pas application dans le cas de l'assurée. Par ailleurs, le mandataire de l'assurée n'ayant pas reçu la décision du 16 avril 2009, l'OAI a estimé qu'il y avait lieu de procéder à un nouvel envoi par courrier recommandé avec un nouveau délai de recours.

B. a) Par acte de son mandataire du 27 octobre 2009, R. _____ interjette recours contre cette décision et conclut, sous suite de frais et dépens, à la réforme de la décision attaquée, c'est-à-dire à la reconnaissance du droit à une rente entière à partir du 1^{er} avril 2006, puis du droit à une demi-rente dès le 1^{er} octobre 2006. La recourante critique le taux d'abattement de 5 % retenu par l'intimé qui s'est référé aux limitations fonctionnelles énumérées dans le rapport du SMR du 9 octobre 2006. Elle estime que l'intimé n'a pas tenu compte des aspects subjectifs liés aux limitations fonctionnelles, soit une kinésiophobie, un état d'épuisement combiné, physique et psychologique, une fibromyalgie, l'œil droit aveugle (attestation médicale du 31 août 2007 de la Dresse C. _____, ophtalmologue), ainsi qu'un emploi durant de nombreuses années auprès du même employeur et à temps partiel. Enfin, le taux d'abattement retenu a conduit l'intimé à fixer le degré d'invalidité à 48.25 %, soit 1.75 % inférieur au degré qui donne droit à une demi-rente, posant ainsi la question d'un abus de droit. b) Dans sa réponse du 8 février 2010, l'intimé a indiqué qu'une réduction de 5 % sur le revenu d'invalidité était conforme à la jurisprudence actuelle au vu des facteurs de réduction. Il s'est référé à une lettre explicative du 5 mars 2009 envoyée au mandataire de la recourante, ainsi qu'à un avis médical du SMR du 3 février 2010, fondé sur un examen systématique des arguments avancés par l'assurée. c) Dans sa réplique du 8 mars 2010, la recourante a confirmé qu'elle ne remettait pas en cause l'évaluation de la capacité résiduelle de travail faite par l'intimé. Elle a cependant indiqué avoir présenté des motifs pertinents de substituer son appréciation à celle de l'intimé. Par ailleurs, elle a estimé que le revenu sans invalidité devait être fixé à 50'277 fr. 69 et non à 46'150 fr, ce dernier, indiqué par la T. _____ (questionnaire pour l'employeur du 22 mai 2006), étant nettement inférieur à la moyenne statistique. A cet égard, elle a précisé n'avoir travaillé que du 21 juin 2005 au 31 janvier 2006 et de ne pas s'être délibérément contentée de ce salaire. d) Dans sa duplique du 7 avril 2010, l'intimé s'est référé à la décision querellée, ainsi qu'à son écriture du 8 février 2010. E n d r o i t : 1. a) Interjeté le 26 octobre 2009, dans le délai légal de trente jours dès la notification de la décision entreprise, le recours est déposé en

temps utile (art. 60 al. 1 LPGA [loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales; RS 830.1]). b) La loi cantonale vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD; RSV 173.36), entrée en vigueur le 1er janvier 2009, s'applique aux recours dans le domaine des assurances sociales (art. 2 al. 1 let. c LPA-VD). La Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal est compétente pour statuer (art. 93 al. 1 let. a LPA-VD). 2. En l'espèce, est litigieuse la question du droit de la recourante à des prestations de l'assurance-invalidité, singulièrement son taux d'incapacité de gain. a) Est réputée invalidité l'incapacité de gain totale ou partielle qui est présumée permanente ou de longue durée, résultant d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 8 al. 1 LPGA et 4 al. 1 de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité; RS 831.20; LAI). Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur un marché du travail équilibré dans son domaine d'activité, si cette diminution résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique et qu'elle persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Quant à l'incapacité de travail, elle est définie par l'art. 6 LPGA comme toute perte, totale ou partielle, de l'aptitude de l'assuré à accomplir dans sa profession ou son domaine d'activité le travail qui peut raisonnablement être exigé de lui, si cette perte résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique. En cas d'incapacité de travail de longue durée, l'activité qui peut être exigée de l'assuré peut aussi relever d'une autre profession ou d'un autre domaine d'activité. L'assuré a droit à une rente s'il est invalide à 40 % au moins; un taux d'invalidité de 40 % donne droit à un quart de rente (art. 28 LAI). b) Pour pouvoir calculer le degré d'invalidité, l'administration (ou le juge, s'il y a eu un recours) a besoin de documents que le médecin, éventuellement aussi d'autres spécialistes, doivent lui fournir. La tâche du médecin consiste à porter un jugement sur l'état de santé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler. En outre, les données médicales constituent un élément utile pour déterminer quels travaux on peut encore, raisonnablement, exiger de l'assuré (ATF 125 V 256 consid. 4; 115 V 133 consid. 2; TF I 312/06 du 29 juin 2007 consid. 2.3 et les références citées). Il appartient au juge des assurances sociales d'examiner de manière objective tous les moyens de preuve, quelle qu'en soit la provenance, puis de décider si les documents à disposition permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. Si les rapports médicaux sont contradictoires, il ne peut trancher l'affaire sans apprécier l'ensemble des preuves et sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion médicale et non pas sur une autre. En ce qui concerne la valeur probante d'un rapport médical, il importe que les points litigieux importants aient fait l'objet d'une étude fouillée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées, qu'il ait été établi en pleine connaissance du dossier (anamnèse), que la description des interférences médicales soit claire et enfin que les conclusions de l'expert soient dûment motivées (ATF 133 V 450 consid. 11.1.3; 125 V 351 consid. 3a; 122 V 157 consid. 1c; TF 9C_168/2007 du 8 janvier 2008 consid. 4.2). En ce qui concerne les rapports établis par le médecin traitant de l'assuré, le juge prendra en considération le fait que celui-ci peut être enclin, en cas de doute, à prendre parti pour son patient en raison de la relation de confiance qu'ils ont nouée (ATF 125 V 351 consid. 3b/cc; TF 8C_862/2008 du 19 août 2009 consid. 4.2). 3. a) En l'espèce, il n'est pas contesté que la recourante présente une lombo-sciatalgie bilatérale, sans trouble irritatif neurogène, dans un contexte de discopathie dégénérative évolutive de l'étage sus-spondylodésé (L5-S1) avec micro-instabilité segmentaire (rapports médicaux des 20 avril 2006 et 3 novembre 2007 du Dr H. _____, des 29 juin 2006 et 13 décembre

2007 du Dr F. _____). Excluant toute atteinte au rachis ou au tronc, le Dr S. _____ a estimé que compte tenu des insertions tendineuses toutes sensibles non seulement au niveau des membres supérieurs mais également des membres inférieurs, une bonne partie des plaintes formulées par la patiente au niveau du rachis cervico-dorso-lombaire et des quatre extrémités était à mettre en relation avec une forme de fibromyalgie (rapport du 19 novembre 2007). Cet élément avait déjà été évoqué par le Dr K. _____, expert rhumatologue mandaté par l'assureur perte de gain, qui n'a finalement pas retenu ce diagnostic (rapport d'expertise médicale du 10 mars 2006, p. 7). Compte tenu des difficultés, en matière de preuve, à établir l'existence de douleurs, les simples plaintes subjectives de l'assuré ne sauraient suffire pour justifier une invalidité (entière ou partielle). Dans le cadre de l'examen du droit aux prestations de l'assurance sociale, l'allégation de douleurs doit être confirmée par des observations médicales concluantes, à défaut de quoi une appréciation de ce droit aux prestations ne peut être assurée de manière conforme à l'égalité de traitement des assurés. Demeurent réservés les cas où un syndrome douloureux sans étiologie claire et fiable est associé à une affection psychique qui, en elle-même ou en corrélation avec l'état douloureux, est propre à entraîner une limitation de longue durée de la capacité de travail pouvant conduire à une invalidité (ATF 130 V 353, consid. 2.2.2; TFA du 9 octobre 2001, I 382/00, consid. 2b). Or, sur le plan psychiatrique, le Dr F. _____ a estimé que l'état anxio-dépressif, traité par Paroxétine 20mg/j, n'engendrait aucune incapacité de travail (rapport médical du 29 juin 2006). Il a confirmé cet élément ultérieurement, en précisant que le reste du status pratiqué le 12 décembre 2007 était superposable à celui décrit en mai 2006 (rapport du 13 décembre 2007), considérant ainsi qu'aucune aggravation n'était intervenue dans l'intervalle. Le Dr F. _____ n'a plus fait mention de médication anti-dépressive pas plus qu'il n'a signalé un suivi psychiatrique spécialisé qui aurait pu expliquer l'absence de traitement spécifique. Le Dr H. _____ qui a examiné l'intéressée aux mêmes périodes que le Dr F. _____, a également constaté l'absence de répercussion de l'état anxio-dépressif sur la capacité de travail de l'assurée (rapports médicaux des 20 avril 2006 et 3 novembre 2007), estimant tout au plus que la recourante devait poursuivre son support psychologique auprès de son médecin traitant. b) S'agissant de l'évaluation de l'incapacité de travail, le Dr H. _____ a considéré qu'elle devait être fixée à 100 % du 24 novembre 2006 au 31 janvier 2006, puis à 50 % dès le 27 juin 2005 (rapport du 20 avril 2006). Dans un rapport ultérieur, soit celui du 3 novembre 2007, il a indiqué que sa patiente présentait une incapacité totale de travail depuis le 24 novembre 2006 sans faire état d'une aggravation, les diagnostics retenus étant superposables, le Dr H. _____ faisant tout au plus état d'un contexte de défaut de conscience corporelle, de kynésiophobie et d'un état d'épuisement combiné (physique et psychologique), éléments toutefois insuffisants pour retenir une atteinte à la santé physique incapacitante (avis médical du SMR du 3 février 2010). c) Au vu des éléments décrits ci-dessus, il y a lieu de considérer que la recourante présente une incapacité de travail totale dans l'activité habituelle de caissière et qu'elle dispose d'une capacité résiduelle de travail de 50 % dans une activité adaptée, soit répondant aux limitations fonctionnelles décrites, après les 3 mois de prise en charge multidisciplinaire auprès du Dr H. _____ (rapport d'expertise médicale du 10 mars 2006 du Dr K. _____, p. 8). Certes, il s'est avéré par la suite que la recourante était devenue réfractaire aux thérapies touchant à son corps. Toutefois, comme l'a mentionné à juste titre le SMR, cette kynésiophobie n'empêchait pas l'assurée de mettre en place les mesures d'épargne du rachis, ainsi que celles tendant à améliorer la mobilisation et la tonification musculaire (avis médical du SMR du 3 février

2010). 4. Cela étant, il s'agit de déterminer la perte de gain que subirait la recourante dans l'exercice d'une activité médicalement exigible. a) L'invalidité, notion juridico-économique et non médicale, est évaluée, chez les assurés actifs, en comparant le revenu que l'intéressé pourrait obtenir en exerçant une activité qu'on peut raisonnablement attendre de lui sur un marché du travail équilibré (revenu d'invalidé) avec le revenu qu'il aurait eu s'il n'était pas devenu invalide (revenu sans invalidité), ce qui correspond à la méthode ordinaire de comparaison des revenus (art.

E. 16

LPGA). La notion de marché équilibré du travail est une notion théorique et abstraite, qui sert de critère de distinction entre les cas tombant sous le coup de l'assurance-chômage et ceux qui relèvent de l'assurance-invalidité. Elle implique, d'une part, un certain équilibre entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre et, d'autre part, un marché du travail structuré de telle sorte qu'il offre un éventail d'emplois diversifiés. D'après ces critères on déterminera si, dans les circonstances concrètes du cas, l'invalide a la possibilité de mettre à profit sa capacité résiduelle de gain, et s'il peut ou non réaliser un revenu excluant le droit à une rente (ATF 134 V 64 consid. 4.2.1, ATF 110 V 273 consid. 4b). Pour évaluer l'invalidité, il n'y a pas lieu d'examiner si un invalide peut être placé eu égard aux conditions concrètes du marché du travail, mais uniquement de se demander s'il pourrait encore exploiter sa capacité résiduelle de travail lorsque les places de travail disponibles correspondent à l'offre de la main-d'oeuvre (Pratique VSI 6/1998 p. 296 consid. 3b et les références citées). S'il est vrai que des facteurs tels que l'âge, le manque de formation ou les difficultés linguistiques jouent un rôle non négligeable pour déterminer dans un cas concret les activités que l'on peut encore raisonnablement exiger d'un assuré, ils ne constituent pas des circonstances supplémentaires qui, à part le caractère raisonnablement exigible d'une activité, sont susceptibles d'influencer l'étendue de l'invalidité, même s'ils rendent parfois difficile, voire impossible la recherche d'une place et, partant, l'utilisation de la capacité de travail résiduelle (TF 9C_446/2008 du 18 septembre 2008, 9C_236/2008 du 4 août 2008 et I 175/04 du 28 janvier 2005 consid. 3; Pratique VSI 6/1999 p. 247 consid. 1 et les références citées). La comparaison des revenus (revenu avec invalidité et revenu sans invalidité) s'effectue, en règle ordinaire, en chiffrant aussi exactement que possible les montants de ces deux revenus et en les confrontant l'un avec l'autre, la différence permettant de calculer le taux d'invalidité (méthode générale de comparaison des revenus; ATF 128 V 29, consid. 1; 104 V 135, consid. 2a et 2b). b) Selon la jurisprudence constante du Tribunal fédéral des assurances, lorsque l'assuré n'a pas repris d'activité professionnelle, on peut se référer aux données statistiques, telles qu'elles résultent des enquêtes sur la structure des salaires de l'Office fédéral de la statistique, pour estimer le revenu d'invalidé (ATF 126 V 75, consid. 3b/aa et bb). On se réfère alors à la statistique des salaires bruts standardisés, en se fondant toujours sur la médiane ou valeur centrale. Les éventuelles réductions du salaire statistique dépendent des empêchements propres à la personne de l'assuré, à savoir les limitations liées au handicap, l'âge, les années de service, la nationalité/catégorie de permis de séjour et le taux d'occupation. Il n'y a toutefois pas lieu d'opérer des déductions distinctes pour chacun des facteurs entrant en considération. Il convient plutôt de procéder à une évaluation globale des effets de ces facteurs sur le revenu d'invalidé, compte tenu de l'ensemble des circonstances du cas concret. La jurisprudence n'admet pas de déduction globale supérieure à 25 % (ATF 126 V 75, consid. 5b/cc). Le revenu sans invalidité doit être évalué de la manière la plus concrète possible, raison pour laquelle il se déduit, en principe, du salaire réalisé par l'assuré avant l'atteinte à la santé, en tenant compte de l'évolution des salaires

jusqu'au moment de la naissance du droit à la rente (ATF 129 V 222, consid. 4.3.1). Lorsqu'un assuré réalise un revenu nettement inférieur à la moyenne en raison de facteurs étrangers à l'invalidité et qu'il ne désire pas s'en contenter délibérément, il convient d'abord d'effectuer un parallélisme des deux revenus à comparer. En pratique, celui-ci peut être effectué soit au regard du revenu sans invalidité en augmentant de manière appropriée le revenu effectivement réalisé ou en se référant aux données statistiques, soit au regard du revenu d'invalidité en réduisant de manière appropriée la valeur statistique (ATF 134 V 322). Lorsque la réalisation d'un revenu d'invalidité situé dans la moyenne apparaît raisonnablement possible et exigible, il n'y a pas lieu d'adapter en conséquence le revenu sans invalidité qui serait inférieur à la moyenne pour des motifs d'ordre économique. Cela n'est pas constitutif d'une inégalité de traitement à l'égard des personnes à faible revenu (ATF 135 V 58). Lorsque le taux à partir duquel un revenu sans invalidité est inférieur à la moyenne d'au moins 5 % au salaire statistique usuel dans la branche, le revenu effectivement réalisé est nettement inférieur à la moyenne au sens de l'ATF 134 V 322, consid. 4, et il peut – si les autres conditions sont réalisées – justifier un parallélisme des revenus à comparer (cf. en particulier ATF 135 V 297, consid. 6.1.2). Ce parallélisme doit porter seulement sur la part qui excède le taux minimal déterminant de 5 % (ATF 135 V 297, consid. 6.1.3). Les conditions de la déduction résultant du parallélisme des revenus à comparer et de l'abattement pour circonstances personnelles et professionnelles sont dans une relation d'interdépendance, dans la mesure où les mêmes facteurs qui ont une influence sur le revenu ne peuvent pas justifier à la fois une déduction en raison du parallélisme des revenus à comparer et un abattement pour circonstances personnelles et professionnelles (ATF 135 V 297, consid. 6.2).

5. a) Pour déterminer le revenu d'invalidité de la recourante, il convient de se référer au revenu résultant des données ESS pour des activités simples et répétitives dont un certain nombre aurait été exigible à 50 % (TFA du 3 octobre 2007 I 931/06, consid. 5.4). En effet, on doit convenir qu'un marché du travail équilibré offre un nombre significatif de postes de travail excluant les ports de charges au-delà de 15 kg, les mouvements du rachis en porte-à-faux et la position statique assis-debout et pouvant, par ailleurs, être occupés sans risque ni difficulté particulière par une personne atteinte d'une importante diminution de l'acuité visuelle d'un œil. En l'espèce, seul le niveau de qualification 4 correspondant aux activités simples et répétitives entre ici en considération, à savoir en 2006, 4'019 fr. par mois (Enquête suisse sur la structure des salaires 2006, [ESS], secteur privé; production et services). Compte tenu du temps de travail moyen effectué dans les entreprises en 2006 (41.7) et en tenant compte d'un salaire annuel (X12), le salaire déterminant en 2006 est de 50'277 fr. 69, soit 25'138 fr. 85 à 50 %.

b) En ce qui concerne la réduction pour des motifs personnels et professionnels, on note que, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, le juge des assurances sociales ne peut, sans motif pertinent, substituer son appréciation à celle de l'administration; il doit s'appuyer sur des circonstances de nature à faire apparaître sa propre appréciation comme la mieux appropriée (TF du 21 janvier 2008 I 133/07, consid. 2.3; ATF 126 V 75 consid. 6, ATF 123 V 150 consid. 2 et les références citées). En l'espèce, l'intimé a réduit le revenu d'invalidité de l'assurée de 5 %, ce qui correspond à la déduction globale minimale sur le salaire statistique. L'intimé n'a ainsi retenu que la prohibition des activités lourdes, des mouvements du rachis en porte-à-faux et de la position statique assis-debout, sans tenir compte de critères tels que le taux d'occupation de l'intéressée (50 %) et la faiblesse de son acuité visuelle. En effet, contrairement à l'opinion de l'intimé, le taux d'activité partiel de la recourante est susceptible d'avoir une influence sur son revenu (TF du 20 novembre 2009,

9C_142/2009, consid. 4.2), cette dernière n'étant pas apte à travailler à plein temps (TF du 9 décembre 2008, 9C_177/2008, consid. 4.3. a contrario). Par ailleurs, l'intimé s'est référé aux limitations fonctionnelles mises en évidence par le SMR (rapport d'examen du 9 octobre 2006) pour fixer le taux d'abattement à 5 % sans mentionner l'absence d'acuité visuelle à droite qui n'est pas sans conséquence sur une activité d'aide de bureau (tâches de classement et de scannage). Cet élément a d'ailleurs été relevé par le Centre B. _____ (rapport de synthèse du 19 octobre 2007, p. 13 et par la Dresse C. _____ (attestation médicale du 31 août 2007). En tout état de cause, compte tenu des limitations fonctionnelles présentées par l'assurée, la réduction opérée apparaît clairement trop basse, voire abusive par rapport à des cas similaires liés à une hernie discale et aux limitations fonctionnelles qui en découlent (notamment TF du 12 janvier 2007, I 700/05). Dès lors, la Cour de céans considère que l'appréciation de l'intimé n'est pas satisfaisante au regard des circonstances particulières du cas d'espèce, l'intimé n'ayant pas tenu compte équitablement de la situation personnelle de la recourante. Appréciés dans leur globalité, ces éléments légitiment que l'on retienne un abattement de 10 % au moins. c) Un calcul du taux d'invalidité selon les règles topiques dégagées par la jurisprudence permet d'aboutir à une solution autre que celle retenue par l'intimé. En effet, compte tenu d'une capacité de travail de 50 % et d'une déduction de 10 % sur le salaire statistique, le revenu d'invalidité s'élève à 22'624 fr. 95. En comparant ce montant avec le revenu sans invalidité de 46'150 fr. 40, on obtient un taux d'incapacité de gain de 51 % (arrondi), lequel ouvre le droit à une demi-rente d'invalidité dès le 1^{er} octobre 2006 en lieu et place du quart de rente octroyé. Vu les circonstances, on peut renoncer à se demander si le revenu sans invalidité aurait dû être examiné sous l'angle du parallélisme des revenus. Le Tribunal fédéral a en outre précisé que les conditions de la déduction résultant du parallélisme des revenus et de l'abattement pour circonstances personnelles et professionnelles sont dans une relation d'interdépendance, dans la mesure où les facteurs qui ont une influence sur le revenu ne peuvent pas justifier à la fois la déduction en raison du parallélisme des revenus à comparer et un abattement pour circonstances personnelles et professionnelles (ATF 135 V 297). 6. a) Il se justifie par conséquent d'admettre le recours, d'annuler la décision attaquée et de renvoyer la cause à l'OAI afin qu'il détermine la quotité des prestations à servir à la recourante. b) La recourante qui obtient gain de cause a droit à des dépens qu'il convient de fixer à 1'500 fr. (art. 61 let. g LPGA, 55 LPA-VD). Il n'est pas perçu de frais de justice (art. 49 al. 1 et 52 al. 1 LPA-VD).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.